

Canada - Africa
Parliamentary Association



Association parlementaire
Canada - Afrique

**Rapport de la
délégation parlementaire canadienne
de
l'Association parlementaire Canada-Afrique**

Visite bilatérale au Mozambique et en Afrique du sud

**Du 21 au 23 mars 2006
Maputo, Mozambique**

**Le 24 mars 2006
Le Cap, Afrique du Sud**

La délégation de l'Association parlementaire Canada-Afrique qui s'est rendue au Mozambique du 20 au 23 mars 2006 et en Afrique du Sud le 24 mars 2006 à l'occasion d'une visite bilatérale, a l'honneur de présenter son rapport.

Rapport

L'Association était représentée par l'honorable Raynell Andreychuk, sénatrice, coprésidente; M. Deepak Obhrai, député, vice-président; l'honorable Mauril Bélanger, C.P., député, ex coprésident; et M. Guy André, député, membre de l'Association. La délégation était aussi accompagnée de M. Rémi Bourgault, secrétaire administratif.

Objectif de la visite

Afin d'approfondir les objectifs de l'Association, qui consistent à renforcer les relations parlementaires sur les plans national, régional et bilatéral et de poursuivre notre travail avec le Parlement panafricain et les assemblées régionales de l'Union africaine, l'Association prend part à des visites bilatérales dans des pays clés d'Afrique. Le premier sur notre liste était le Mozambique, où le Canada a d'importants engagements en matière de subventions et d'aide au développement. Le Mozambique est l'un des 25 pays partenaires du développement du Canada. Depuis 2002, il est au nombre des pays d'Afrique pour lesquels l'Agence canadienne de développement international (ACDI) augmentera l'aide financière qu'elle destine à l'investissement dans les secteurs prioritaires. L'ACDI a élaboré son nouveau cadre de programmes pour le Mozambique — qui privilégie éducation, agriculture et développement rural, lutte anti-sida et gouvernance — en étroite collaboration avec le gouvernement du pays.

L'un des mandats de l'Association parlementaire Canada-Afrique est le développement, surtout dans la mesure où celui-ci influe sur la démocratie parlementaire, la primauté du droit, les droits de la personne et la coopération parlementaire internationale. L'Association a assumé son rôle de supervision et à cet égard, elle a évalué les objectifs du gouvernement, qui souhaite resserrer ses liens avec le Mozambique et l'importance accordé pour aider le Mozambique dans le domaine du développement démocratique. Cette visite a aussi été l'occasion de renforcer les liens et la coopération parlementaires entre nos deux pays.

Afin d'optimiser ses ressources et son temps, l'Association a ajouté Le Cap, capitale législative du pays, à sa visite. Elle estimait qu'il était possible de consolider les liens du Canada avec les parlementaires de l'Afrique du Sud. La délégation, sauf M. Obhrai, a donc fait un court séjour au Cap.

Rencontres

Au Mozambique, la délégation a rencontré les personnes suivantes :

- L'honorable Eduardo J. Mulémbwé, président de l'Assemblée de la République du Mozambique
- Mme Isabel Manuel Nkavadeka, ministre des Affaires parlementaires
- M. Henrique Banze, ministre adjoint des Affaires étrangères et de la Coopération
- M. Manuel J. Tomé, whip du gouvernement, FRELIMO
- Mme Maria José Moreno, whip de l'opposition, RENAMO
- Mme Virgínia Videira, députée, présidente de comité
- M. Leopoldo Ernesto, député, président de comité
- M. Ussmane Ali Daúto, député, président de comité
- M. Alexandre Meque, député, président de comité
- M. Eduardo Namburete, député, APNAC
- M. Alberto da Barca, Ética

La délégation est la première délégation parlementaire canadienne à visiter le Mozambique depuis l'ouverture de notre ambassade en 2004. La délégation a visité une école à l'extérieur de Maputo. Cette expérience intéressante a permis de constater la volonté de la population locale d'améliorer l'accès à l'éducation, malgré des moyens financiers modestes. Les délégués ont aussi assisté à une réception dans le cadre de la semaine de la Francophonie.

En Afrique du Sud, la délégation a rencontré :

- Mme Peggy M. Hollander, vice-présidente du Conseil national des Provinces, Parlement de l'Afrique du Sud,
- Mme Joyce Mabel Masilo, présidente, Comité des Services sociaux, Assemblée nationale, Parlement de l'Afrique du sud
- M. Ben Turok, député
- Mme Celia-Sandra Botha, députée
- Mme Judith February, IDASA
- Dr Adekeye Adebajo, Centre de Résolution des conflits

Le Mozambique

Pays de 19,8 millions d'habitants (2005) dont le PIB par habitant est estimé à 346 \$ US (2005), le Mozambique a fait des progrès remarquables depuis la fin de la guerre civile. Cependant, suivant l'indice du développement humain de l'ONU en 2005, il se classe 168e sur 177 pays.

Le Mozambique devient indépendant en juin 1975, après dix ans de guerre entre le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) et le Portugal, pays qui l'a colonisé pendant 500 ans. Au cours des 17 années suivantes, un conflit entre le gouvernement du FRELIMO et la Résistance nationale du Mozambique (REMAMO) a de graves effets sur le pays, dont la destruction de nombreuses infrastructures tel que ponts, écoles et hôpitaux.

La guerre civile prend fin en octobre 1992; la paix revient avec l'intervention de la force de maintien de la paix de l'Opération des Nations Unies au Mozambique. En 1994, le Mozambique connaît les premières élections multipartites.

Après la guerre, le Mozambique entreprend d'importants travaux de reconstruction : les liens de communications sont rétablis, la structure sociale de base est restaurée et d'importantes opérations de déminage et de démarcation sont effectuées. Parti de très loin en 1994, le Mozambique connaît un des taux de croissance économique annuelle les plus élevés au monde (moyenne de près de 8 %/an).

De nombreux problèmes subsistent : soins de santé, agriculture, éducation, vulnérabilité aux catastrophes naturelles, taux de prévalence du sida. Malgré l'urbanisation croissante, la majorité de la population continue de vivre dans les campagnes et l'agriculture de subsistance demeure le gagne-pain principal de la plupart des Mozambicains.

Le gouvernement a réalisé d'importants progrès dans la réduction de la pauvreté. Il a récemment diffusé la version préliminaire de son deuxième « Plan d'action 2006-2007 pour la réduction de la pauvreté absolue » (PARPA).

L'économie du Mozambique se diversifie progressivement, bien que l'agriculture de subsistance reste fondamentale. Le tourisme se développe; le secteur des ressources naturelles représente une part de plus en plus importante de l'économie, et le Mozambique a montré sa capacité à réaliser d'importants investissements dans des mégaprojets.

Relations avec le Canada

Le Mozambique est un partenaire de plus en plus important du Canada en Afrique. Les relations entre le Canada et le Mozambique se sont accrues avec la désignation du Mozambique comme « partenaire du développement » de l'ACDI en 2003. Cela, joint à l'ouverture d'un Haut-commissariat à part entière en 2004 à Maputo, a marqué un tournant important et positif dans l'engagement du Canada à l'égard du Mozambique et de la région.

Le Canada fournit une aide publique au développement au Mozambique depuis son indépendance en 1975. Après le règlement de paix et les premières élections multipartites en 1994, l'aide canadienne s'est élargie pour incorporer l'aide électorale,

des programmes de santé et d'éducation, la réinstallation des réfugiés, la remise en état des chemins de fer et le développement de la société civile.

Depuis 2003, l'aide canadienne vise l'éducation, le développement agricole et rural (en particulier l'eau, les services sanitaires et le microfinancement) et la santé, notamment la lutte contre le sida. Ces domaines sont reconnus comme compatibles avec la stratégie de réduction de la pauvreté du Mozambique. Le Canada participe surtout à l'éducation, qui reçoit quelque 20 millions de dollars par année. Notre soutien le plus visible au Mozambique est le financement de l'impression et de l'édition de tous les manuels scolaires du niveau primaire, des cahiers d'exercices et des guides à l'intention des enseignants, pour plus de trois millions d'élèves.

Plus de 20 organisations canadiennes sont actives au Mozambique, beaucoup depuis l'indépendance ou les années de guerre. Leurs activités couvrent un large éventail : liens universitaires et programmes de développement rural, stages pour les jeunes, réalisation de programmes de grande envergure avec le gouvernement du Mozambique.

C'est en partie parce que le Mozambique fait partie des pays de concentration de l'ACDI que l'Association tenait à constater l'état des institutions au Mozambique et l'impact de l'aide offerte par le Canada dans ce pays confronté à de si nombreux défis.

Rencontres

La délégation a rencontré des parlementaires, des ONG et le personnel et les enfants d'une école.

Rencontre avec le personnel et les élèves d'une école primaire

Un des points forts du séjour au Mozambique a été la visite de l'école primaire de Balane située dans le district de Marracuene, à environ 30 minutes du centre de Maputo. On voulait montrer à la délégation canadienne les conditions d'enseignement pour les élèves mozambicains ainsi que l'utilisation des manuels financés par le Canada.

Quelques mois plus tôt, les enfants assistaient à leurs cours sous un arbre. Lors de la visite du « premier site » de l'école, on a parlé de la participation communautaire à la construction et au fonctionnement de l'école.

L'école primaire de Balane est une école rurale pauvre : environ 211 élèves sont répartis par groupes d'âge. Elle manque pratiquement de tout. Construite modestement avec des matériaux locaux et un toit en acier, elle peut loger au maximum 30 enfants à la fois; elle est loin de ressembler aux écoles du Canada. Les enfants s'assoient par terre et écrivent en posant leur livre sur les genoux ou directement sur le sol. Malgré cela et la chaleur inconfortable, on pouvait constater l'enthousiasme de ces enfants.

Les enfants ont apprécié énormément la visite des parlementaires et manifesté leur reconnaissance par des chants et des danses selon la tradition mozambicaine. Un élève a pris la parole pour remercier la délégation de sa visite et des cadeaux et rendre hommage au Canada pour son appui à l'éducation, en particulier par la fourniture des manuels.

Les délégués ont pu constater à quel point cette petite contribution canadienne à l'impression des manuels dans le cadre d'un programme de l'ACDI et le don de matériel scolaire de base pouvait améliorer la vie des enfants et des adultes du Mozambique.

L'éducation au Mozambique présente de nombreux problèmes, dont certains résultent de trente ans de guerre coloniale et civile. L'ACDI appuie notamment l'éducation avec son Programme de soutien pour l'acquisition de matériel pédagogique au Mozambique. Le premier protocole d'entente signé le 8 juillet 1996 prévoyait une somme initiale de 15 millions de dollars qui fut portée par la suite à 20 millions. Ces fonds ont été utilisés pour fournir environ 17 millions de manuels et cahiers à tous les écoliers mozambicains de la première à septième année entre 2003 et 2005 – touchant ainsi plus de 3 millions d'enfants par an. Étant donné l'évolution positive du pays et ses grands besoins en éducation, le gouvernement canadien (par le biais de l'ACDI) a lancé une seconde phase en 2005. Par le biais du SEMM, le Canada est devenu le fournisseur le plus important de matériel didactique pour l'école primaire au Mozambique.

Avant la visite à l'école, la délégation a rendu une courte visite de politesse à la directrice locale du District pour l'Éducation, Mme Verónica de Jesus.

Corruption

Abordée à plusieurs reprises, la corruption a fait l'objet de discussion à deux réunions, l'une avec Ética, organisation de la société civile mozambicaine financée par des donateurs qui se voue à la promotion de l'intégrité et de l'éthique publiques et à la lutte contre la corruption, l'autre avec M. Eduardo Namburete, député de l'opposition RENAMO et membre du conseil exécutif du Réseau de parlementaires africains contre la corruption (APNAC). Ces rencontres ont permis à la délégation de constater que le Mozambique met en place des systèmes pour résoudre les problèmes de corruption.

La rencontre avec l'ONG Ética a donné la mesure de l'impact de la corruption sur le développement politique et économique au Mozambique et de ce qui est fait pour la combattre. Légalement établie depuis août 2001, Ética Moçambique est née de l'initiative d'un groupe de leaders influents issus de la société civile : juristes, journalistes, universitaires, gens d'affaires, prêtres et gens ordinaires. L'objectif d'Ética Moçambique est de promouvoir et de renforcer l'intégrité, la transparence et l'honnêteté ainsi que l'intérêt public par la défense des valeurs morales. Un de ses principaux défis depuis sa création est l'éducation, car plusieurs personnes ne savent pas ce qu'est la corruption.

Ética a donné une évaluation externe de ce qui se passe au Mozambique. Signalons que son financement est précaire et doit être renouvelé dans les prochains mois.

Le député de l'opposition Eduardo Namburete a parlé à la délégation du problème de la corruption. Comme parlementaire, il concentre son travail sur la promotion de la notion de transparence et de bonne gouvernance comme condition préalable au développement durable.

Monsieur Namburete est membre exécutif du conseil d'administration d'APNAC — le Réseau du parlement africain contre la corruption, qui fait partie de GOPAC, l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption qui reçoit un soutien du

Fonds du Canada pour l'Afrique – le programme de renforcement parlementaire du Canada.

Rencontres gouvernementales

Lors de la rencontre avec M. Henrique Banze, ministre adjoint des Affaires étrangères et de la Coopération, la délégation a réitéré la mission de l'Association et l'objectif de sa visite. Par la même occasion, on a discuté des questions bilatérales intéressant le Canada et le Mozambique.

Cette réunion a donné à la délégation un aperçu des intérêts de politique étrangère du Mozambique. M. Banze a parlé de la participation de son pays au NEPAD et à la SADC, relations qu'il a qualifiées de vitales au développement des structures politiques et économiques du pays. Sur l'intérêt du Mozambique à obtenir le statut d'observateur à la Francophonie, il a parlé du rôle important du français avant l'indépendance et de la volonté de rétablir des liens linguistiques et culturels relâchés depuis 30 ans. Comme avec les autres interlocuteurs, il a été question du sida, de son impact sur le développement du pays et du besoin d'aide étrangère pour lutter contre le problème. Le ministre adjoint a aussi fait un bref historique du pays et du processus électoral au Mozambique.

Après la réunion avec le ministre adjoint, la délégation a assisté à une brève cérémonie de signature du renouvellement de l'accord de contribution de 10 millions de dollars entre le Canada et le Mozambique, en faveur du Programme national du Mozambique pour le développement agricole.

Depuis 2002 le Canada renforce son soutien à l'agriculture au Mozambique, reconnaissant son rôle essentiel dans l'économie (activité la plus importante du secteur privé) et dans la réduction de la pauvreté.

PROAGRI (Programme national pour le développement agricole) est un programme multidonateurs visant à améliorer l'efficacité des programmes agricoles publics du Mozambique et à aider les institutions à favoriser une croissance équitable et durable en milieu rural. La cérémonie de signature a été couverte dans la presse écrite anglaise et portugaise locale et dans les médias Internet.

De son côté, Mme Isabel M. Nkavadeka, ministre des Affaires parlementaires au Bureau du Président, a expliqué que son rôle au sein du gouvernement était de conseiller et d'informer le président sur les affaires parlementaires. À cette fin, elle collabore étroitement avec le Parlement et le bureau du président, ce qui fait qu'elle est non seulement très bien informée, mais influente. Elle a évoqué le besoin de coopération dans le domaine de la réforme législative et a parlé en détail du rôle positif que l'Association parlementaire Canada-Afrique pourrait jouer à cet égard. La ministre a bien accueilli l'offre de la délégation d'explorer les domaines où elle pourrait offrir une aide technique et l'information sur le Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires (le Mozambique n'y a jamais participé). Elle a parlé des défis que le Mozambique doit relever et a déclaré que les institutions de son pays pouvaient certainement profiter du savoir-faire canadien.

Pour l'instant, selon les discussions, seulement le gouvernement peut présenter des projets de loi. Les parlementaires ont besoin de formation pour pouvoir préparer des

projets de loi et aussi travailler pour bien représenter les citoyens de leur district, malgré la situation économique.

Rencontres parlementaires

Dans les entretiens avec des parlementaires, la délégation a parlé franchement et très ouvertement de la structure, du rôle et des limitations du parlementarisme mozambicain tout en trouvant beaucoup de points communs entre les comités de l'un et l'autre parlement.

On s'est étonné de part et d'autre qu'il n'y ait que 8 comités au Mozambique alors qu'il y en a en plus de 32 au Canada, dans les deux Chambres. La délégation a rencontré des représentants de 4 des 8 comités (planification et budget, relations internationales, droits juridiques et sociaux, égalité des sexes et environnement).

Il a aussi été question de corruption et de lutte anti-corruption; de dépendance à l'égard de l'aide internationale et de son impact sur le Parlement; d'éducation; du sida; des rapports hommes-femmes; de développement rural. La délégation de l'association a contribué à renforcer le soutien du Canada dans les domaines de la gouvernance, de la problématique hommes-femmes et de la lutte contre le sida.

Les rencontres avec Mme Maria José Moreno, whip de l'opposition RENAMO, et M. Manuel Tomé, whip du gouvernement FRELIMO, ont permis à la délégation de comparer la vision des deux partis politiques, qui s'affrontaient pendant la guerre civile et doivent maintenant se côtoyer au Parlement.

Pour conclure la visite au Mozambique, la délégation a rencontré l'honorable Eduardo J. Mulémbwé, président de l'Assemblée de la République du Mozambique, après une visite de l'Assemblée. Le président s'est dit content de voir que le mandat de l'Association comprenait le renforcement des liens entre le Canada et le continent africain. Le Mozambique peut probablement apprendre du Canada. Le président mentionne que l'Assemblée créera prochainement un groupe d'amitié Mozambique-Canada.

La coprésidente a tenu à remercier le président pour l'accueil réservé à la délégation au Mozambique, qui a pu ainsi rencontrer des personnes intéressantes et avoir des discussions franches et informatives. La délégation multipartite est satisfaite des efforts déployés par le Canada au Mozambique et souhaite que cela continue, car le Mozambique semble sur la bonne voie, en œuvrant à son développement sans conflit.

La délégation a transmis les meilleurs vœux de la part des Présidents du Parlement du Canada et informé le Président du programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires.

Autres renseignements

Dès la première journée, le personnel du Haut-commissariat a offert à la délégation une séance d'information sur le Mozambique et ses défis. Cette séance a été fort appréciée et jugée nécessaire par les délégués, étant donné la complexité de certains enjeux au Mozambique.

Durant leur séjour au Mozambique, les membres de la délégation ont pu se faire une idée générale de la présence francophone dans ce pays en assistant, en compagnie de nombreux représentants de la communauté francophone, à une réception et un concert d'une interprète canadienne organisés dans le cadre de la semaine de la Francophonie.

De plus, six représentants de la communauté canadienne travaillant dans plusieurs domaines au Mozambique ont été invités à un petit déjeuner. La délégation a pu ainsi se rendre compte de la diversité de leurs activités et connaître leurs opinions sur le Mozambique.

Commentaires

Conformément au mandat de l'Association et aux objectifs de la mission, on a profité de la visite pour nouer des liens entre parlementaires et mieux comprendre les enjeux et les problèmes du Mozambique. En particulier, la délégation tenait à mieux comprendre pourquoi le Mozambique était un pays prioritaire pour l'aide canadienne et ce que le Canada faisait ici au juste à cet égard.

Les réunions ont permis à la délégation de constater à quel point le pays a su maîtriser son passé turbulent, mais aussi que les succès sont fragiles, qu'il reste d'importants problèmes, comme la corruption, le sida et l'absence d'infrastructures qui influent sur l'administration et le développement du Mozambique.

Il a aussi été question de l'importance de la démocratie et de la bonne administration pour la croissance et le développement, ainsi que du rôle que la communauté internationale, dont le Canada, à cet égard, malgré le « succès » du Mozambique par rapport aux autres pays africains. L'Association parlementaire Canada-Afrique reconnaît les réalisations du Mozambique et souligne le soutien que le Canada apporte à son développement sur les plans bilatéral et régional (NEPAD, SADC).

Il est évident que le Mozambique en tant que démocratie multipartite est encore à ses balbutiements. La délégation estime qu'il est essentiel de consolider les progrès démocratiques du Parlement du Mozambique.

L'Afrique du sud

L'Afrique du Sud est un pays de 45,7 millions d'habitants (2003) dont le PIB par habitant est évalué à 5 857 \$ CAN. Malgré ces chiffres, suivant l'indice du développement humain de l'ONU en 2004, le pays se classe 119e sur 177 pays.

Depuis la transition historique qui l'a menée de l'apartheid à la démocratie multiraciale, l'Afrique du Sud est devenue un modèle de tolérance et de résolution des conflits ainsi que le modèle d'une économie africaine moderne, dynamique et transparente. Elle joue un rôle diplomatique sur le continent en tant qu'un architecte du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Le traumatisme et les fractures provoqués par les années d'apartheid n'ont pas empêché l'Afrique du Sud de se métamorphoser en une démocratie multipartite et stable. Cela dit, les défis à surmonter demeurent colossaux pour le gouvernement dirigé

par le Congrès national africain (ANC). L'Afrique du Sud connaît des difficultés importantes avec le sida.

Le Parlement de l'Afrique du Sud se compose du Conseil national des provinces et de l'Assemblée nationale. Le Conseil national de provinces se compose de 90 membres élus au scrutin indirect. De son côté, les 400 membres de l'Assemblée nationale sont élus au scrutin direct, mais proportionnel.

Nos rencontres nous ont permis de comprendre le système électoral et le fonctionnement du Parlement en Afrique du Sud.

Il faut noter qu'il existe toujours des tensions entre les différents partis politiques et les défis qui se posent à ce pays potentiellement riche sont très grands.

Rencontres

La délégation a passé une journée de travail au Parlement au Cap, le vendredi 24 mars 2006 après le séjour au Mozambique. Elle a tenu des réunions informelles avec des représentants du gouvernement, pris le déjeuner avec des députés du gouvernement et de l'opposition et rencontré dans le cadre de deux séances des ONG qui surveillent la démocratie parlementaire en Afrique du Sud et en Afrique australe.

Rencontres parlementaires

La délégation a rencontré Mme P.M. Hollander, vice-présidente du Conseil national des provinces, ainsi que Mme Joyce Masilo, députée et présidente du Comité des services sociaux. Ces réunions cordiales ont été une excellente occasion de témoigner l'intérêt et le soutien du Canada au développement de la démocratie parlementaire en Afrique du Sud et en Afrique australe. Dans les deux cas, les échanges ont été productifs et ont permis à la délégation de s'informer des vrais défis du système parlementaire dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid.

Pendant un déjeuner, la délégation a rencontré des députés du gouvernement et de l'opposition; le professeur Ben Turok du Congrès national africain (ANC) et Mme Celia-Sandra Botha de l'Alliance démocratique (DA). La discussion stimulante et informative entre les convives a porté sur le rôle des partis politiques au Canada et en Afrique du Sud et fait une comparaison particulièrement intéressante du rôle du Sénat canadien et du Conseil national des provinces. On a également comparé le système électoral à circonscriptions à la représentation proportionnelle et parlé de questions comme la discipline de parti, la liberté d'action des députés et la possibilité pour les élus de changer de parti, dont la possibilité est prévue par la constitution sud-africaine.

Les délégués et les invités se sont entendus sur le besoin de renforcer les contacts parlementaires entre nos deux pays et les députés de part et d'autre ont convenu de façon informelle d'y travailler par l'entremise de l'association, du Centre parlementaire à Ottawa et d'autres instances.

Rencontres avec des ONG

La délégation s'est réunie avec l'Institut pour la démocratie en Afrique du Sud (IDASA), ONG établie au Cap qui étudie le développement démocratique et, en particulier, avec

Mme Judith February, chef de son Service de surveillance de l'information politique. Il a été question des préoccupations de la société civile vis-à-vis de l'éthique au Parlement et du gouvernement en Afrique du Sud ainsi que du système de nomination des hauts fonctionnaires par opposition aux nominations politiques.

Le programme s'est terminé par une table ronde au Centre de résolution des conflits (CCR), que préside le Dr Adekeye Adebajo et à laquelle a participé tout son personnel de programme.

Les exposés du personnel du CCR ont porté sur le maintien de la paix, le règlement des conflits, la problématique hommes-femmes, le sida, la sécurité humaine, la collecte de fonds et plusieurs autres sujets connexes. Il y a eu ensuite une discussion informative sur les problèmes de l'Afrique australe et de l'Afrique du Sud elle-même. Il a surtout été question du besoin de formation en résolution des conflits à tous les niveaux de la société et au gouvernement. On a passé en revue un certain nombre de cas concrets dans ce domaine et discuté en détail de la relation entre la sécurité humaine et le sida.

Cette table ronde a été utile et informative. En conclusion, tout en faisant remarquer qu'ils ne peuvent pas faire de recommandations de financement, les parlementaires canadiens ont déclaré qu'ils appuieraient certainement des initiatives conjointes entre le CCR et des partenaires canadiens.

Autres renseignements

Au Parlement d'Afrique du Sud, la délégation a été reçue par le chef du protocole; elle a bénéficié d'une séance d'information et d'une visite des lieux, dont l'Assemblée nationale et le Conseil national des provinces.

Commentaires

Cette visite nous a renseignés sur l'évolution de la démocratie parlementaire en Afrique du Sud et en Afrique australe. Elle a surtout servi, cependant, à souligner le soutien du Canada au rôle du Parlement en Afrique du Sud.

Le programme d'une journée a donné l'occasion de mieux comprendre l'état actuel du parlementarisme dans cette démocratie relativement jeune. Dans les réunions informelles et formelles avec les responsables gouvernementaux, les parlementaires canadiens ont pu montrer à leurs homologues sud-africains qu'ils s'intéressaient vraiment au processus démocratique dans leur pays et qu'ils étaient prêts à collaborer et à échanger avec eux. Ils ont pu ainsi faire comprendre à l'Afrique du Sud que le Canada est disposé à aider au maintien et au renforcement du parlementarisme sud-africain, message important à transmettre à ce pays phare de l'Afrique australe.

Au déjeuner comme dans les réunions avec les ONG, la délégation a véhiculé le même message et obtenu des renseignements utiles sur l'état actuel de la démocratie parlementaire en Afrique du Sud et en Afrique australe.

Conclusion

Globalement, la visite au Mozambique et en Afrique du Sud s'est révélée un succès puisqu'elle a permis d'atteindre les objectifs que s'était fixés l'Association. Le Canada joue un rôle important, positif et nécessaire dans ces deux pays et l'Association continuera à suivre l'évolution de la démocratie et des institutions parlementaires dans ces pays encore fragiles.

L'Association devra envisager d'autres visites de ce genre. Leur impact à court et à moyen terme et les réseaux qu'elles permettent d'établir sont inestimables. Plusieurs autres pays africains obtiennent de l'aide du gouvernement canadien et ont aussi besoin de l'attention d'organismes parlementaires comme notre association.

Remerciements

La délégation tient à exprimer sa gratitude au personnel du Haut-commissariat du Canada au Mozambique et au Consulat du Canada au Cap en Afrique du Sud pour l'avoir aidée dans les préparatifs de la visite et des entretiens. La délégation est reconnaissante au haut-commissaire James K. Hill au Mozambique et au consul général Christopher Brown au Cap pour leur soutien et leur disponibilité durant la visite.

Respectueusement soumis,

La coprésidente, l'honorable Raynell Andreychuk, sénatrice,
Association parlementaire Canada-Afrique

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association parlementaire Canada-Afrique
ACTIVITÉ	Visite bilatérale au Mozambique et en Afrique du Sud
DESTINATION	Maputo, Mozambique et Le Cap, Afrique du Sud
DATES	Du 21 au 24 mars 2006
SÉNATEURS	L'hon Raynell Andreychuk, sénatrice
DÉPUTÉS	M. Guy André, député, l'hon. Mauril Bélanger, C.P., député, et M. Deepak Obhrai, député
PERSONNEL	M. Rémi Bourgault
TRANSPORT AÉRIEN	\$35 960,90
TRANSPORT TERRESTRE	\$ 1 425,71
HÉBERGEMENT	\$ 4 809,26
HOSPITALITÉ	\$ 318,07
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	\$ 2 413,17
CADEAUX OFFICIELS	\$ 1 684,88
DIVERS	\$ 5 095,57
TOTAL	\$ 51 707,56